

Thématique Justice et écologie

La transition écologique des acteurs publics

Projets à faire parvenir en : 10 exemplaires

Date limite : **Vendredi 15/04/2022**

<p>En raison du contexte sanitaire, merci de prendre rendez-vous préalablement à un dépôt dans nos bureaux avec Mme Sophie Sebag au : 01 44 77 67 77</p> <p>Institut des Études et de la Recherche sur le Droit et la Justice (IERDJ) 35 rue de la Gare - 75019 Paris</p> <p>ou</p> <p>Envoi postal : (cachet de la poste faisant foi) Institut des Études et de la Recherche sur le Droit et la Justice (IERDJ) Ministère de la justice 13, place Vendôme - 75042 Paris cedex 01</p> <p>depot@gip-ierdj.fr</p> <p>www.gip-ierdj.fr</p>	<p>Le texte qui suit est un guide de réflexion pour celles et ceux qui, quelle que soit leur discipline, ont l'intention de répondre aux appels à projets de l'IERDJ.</p> <p>Il présente des propositions d'orientations de recherche retenues pour ce thème, dans le cadre desquelles une large part d'initiative est laissée aux chercheur.e.s.</p> <p>Deux documents, à télécharger depuis le site de l'IERDJ doivent nécessairement accompagner toute réponse à cet appel à projets :</p> <ul style="list-style-type: none">- une note rappelant les modalités de soumission des projets,- une fiche de renseignements administratifs et financiers dûment complétée. <p>Nous vous recommandons vivement la lecture du document « modèle de convention » accompagnant cet appel à projets sur le site de l'IERDJ.</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Présentation de l'Institut des Études et de la Recherche sur le Droit et la Justice (IERDJ)

L'IERDJ est un groupement d'intérêt public (GIP), né du rapprochement de deux entités riches d'une longue expérience de plusieurs décennies : l'Institut des hautes études sur la justice et la Mission de recherche droit et justice, dont il réalise la fusion, poursuit mais aussi prolonge les missions. Cette forme juridique permet la mise en commun de moyens humains, intellectuels et matériels, publics ou privés, nécessaires au développement d'une activité scientifique. Le groupement a pour objet la promotion d'une réflexion originale et prospective, le développement de la recherche et son soutien, ainsi que la mobilisation et la diffusion des connaissances sur les normes, la régulation juridique, les missions et le fonctionnement de la justice, dans tous les champs disciplinaires pertinents. Son action s'adresse à l'ensemble des juridictions et des professionnels concernés, aux acteurs de la recherche et de la formation, comme à un plus large public, sur le plan national, européen et international.

Pour en savoir plus sur l'IERDJ :

Téléphone secrétariat : **01 44 77 67 77**

Courriel : depot@gip-ierdj.fr

www.gip-ierdj.fr

Thématique Justice et écologie

La transition écologique des acteurs publics

Dans le cadre de sa programmation scientifique 2022, l'Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice (IERDJ) lance à nouveau sa thématique pluriannuelle de recherche **Justice et écologie**. Pour ce 3^e opus, l'IERDJ invite les chercheuses et chercheurs à s'emparer de la question de la transition écologique des acteurs publics.

S'il est beaucoup question aujourd'hui de la responsabilité environnementale des acteurs privés, comme en témoignent les réflexions foisonnantes autour de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE)¹, *quid* alors des acteurs publics et de la responsabilité sociétale des organisations (RSO) sous statut de droit public ? Comment l'État, ses administrations, les collectivités territoriales et les autres organismes publics se comportent-ils au regard de cet impératif ? Comment s'appliquent-ils à eux-mêmes les normes visant à la transition écologique ?

L'urgence écologique semble plus que jamais pourtant au cœur des préoccupations des pouvoirs publics, un mouvement qui s'opère, il est vrai, sous la pression croissante des citoyens et représentants de la société civile réunis dans une multitude d'associations et de collectifs en tous genres dont les créations se multiplient.

Ainsi, au niveau national, le dispositif « Services publics écoresponsables », mis en place par une circulaire du Premier ministre en date du 25 février 2020² et qui suscite d'ores et déjà des réserves³, s'est substitué à la démarche de « l'État ou de l'administration exemplaire »⁴ inaugurée en 2008⁵ et qui se serait « essouffée depuis quelques années », selon les termes de cette circulaire. Cette reprise en main de la stratégie de l'État en vue d'assurer la transition écologique au sein de son

1 Cf. par exemple Pauline Abadie, *Entreprise responsable et environnement. Recherche d'une systématisation en droit français et américain*, Bruxelles, Bruylant, 2013.

2 Circulaire du Premier ministre, n° 6145/SG, 25 février 2020, Engagements de l'État pour des services publics écoresponsables.

3 Cf. à titre d'illustration Hélène Huteau, « Services publics écoresponsables : les petits pas doivent devenir grands », *lagazettedescommunes.fr*, 18 janvier 2022, <https://www.lagazettedescommunes.com/785303/services-publics-ecoresponsables-les-petits-pas-doivent-devenir-grands/> ; Bastien Scordia, « Les "plans climat" des ministères ne convainquent pas », *Acteurs publics*, 10 décembre 2021, <https://www.acteurspublics.fr/articles/les-plans-climat-des-ministeres-ne-convainquent-pas>

4 Pour une analyse critique du concept d'« administration exemplaire », cf. Jean-François Boudet, « La gestion publique au prisme du développement durable : l'« administration exemplaire » », *Politiques et management public*, vol. 28, n° 3, juillet-septembre 2011, p. 533-545.

5 Circulaire du Premier ministre du 3 décembre 2008 relative à l'exemplarité de l'État au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services et de ses établissements publics.

administration n'est sans doute pas étrangère aux pressions accrues de responsables politiques⁶, mais aussi et surtout de certains hauts fonctionnaires⁷.

Au niveau territorial, le dispositif déjà ancien des Agendas 21 locaux, dont la Cour des comptes a lourdement critiqué en 2014 le manque d'évaluation, paraît de même s'être essouffé au fil du temps⁸, de sorte qu'on voit fleurir tout un ensemble de propositions destinées à relancer l'engagement des collectivités territoriales pour la transition écologique émanant de diverses agences de l'État⁹. Par ailleurs, les collectivités et leurs groupements sont invités à rejoindre le dispositif « Services publics écoresponsables ». Il est possible de percevoir dans cette évolution là encore le résultat de pressions exercées par une partie des édiles¹⁰ eux-mêmes de plus en plus sous la pression de leurs électeurs¹¹.

Une évolution similaire s'observe au niveau des établissements et services publics qui sont de plus en plus nombreux à ouvrir des réflexions ou même prendre des engagements sur ce terrain, qu'il s'agisse des bibliothèques¹², des hôpitaux¹³, des autorités indépendantes de régulation¹⁴ ou même

6 Cf. à titre d'illustration Emile Marzolf, « Les députés veulent convertir les agents publics à la transition écologique », *Acteurs publics*, 29 octobre 2021, <https://www.acteurspublics.fr/articles/les-deputes-veulent-convertir-les-agents-de-letat-a-la-transition-ecologique> (à propos d'un projet de fonds d'innovation écologique pour financer la transition écologique au sein de l'État).

7 Cf. à titre d'illustration le collectif « Le Lierre » (<https://le-lierre.fr/>) auteur de cette tribune : « L'écologie ne fait toujours pas partie du logiciel de la haute administration », *Le Monde*, 14 septembre 2020, p. 31 ; le collectif « Une fonction publique pour la transition écologique » (<http://fpte.fr/>) ; le *think tank* « Sens du service public » créé par un collectif de hauts fonctionnaires issus « des trois versants de la fonction publique : territoriale, hospitalière et État » (<https://www.sens-du-service-public.fr/>) ; mais aussi cette tribune rédigée par un collectif de 138 élèves issus de onze écoles : « Nous, élèves de la haute fonction publique, demandons à être formés à la transition écologique », *Le Monde*, 23 juin 2021, p. 35.

8 Cf. Quentin Dechezleprêtre, « Evaluer économiquement le développement durable : l'Agenda 21 local dans les communes françaises », *Economie & prévision*, 2019/1, n° 215, p. 91-112.

9 Cf. notamment Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), programme « Territoire engagé transition écologique », septembre 2021, <https://territoireengagetransitionecologique.ademe.fr/> ; Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), « La transition écologique comme moteur de la cohésion des territoires », rapport, octobre 2020, <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/transition-ecologique-cohesion-territoires> ; France Stratégie, « Les solidarités entre territoires : un levier pour la transition écologique », document de travail, août 2020, <https://www.strategie.gouv.fr/publications/solidarites-entre-territoires-un-levier-transition-ecologique>.

10 Cf. Association nationale et internationale des maires et élus locaux pour le développement durable (ou Association Les Eco Maires) qui existe depuis 1989 (<https://ecomaires.com/>) ; « Charte des maires pour l'environnement » (2007) et Charte « Charte "Mon territoire s'engage : rivières et fleuves sans plastique, océan protégé" » (2020) de l'Association des maires de France ; « Manifeste des élus et élus engagés pour le monde nouveau », septembre 2021, <https://www.lemondenouveau.fr/manifeste-elus-engages/>.

11 Cf. à titre d'illustration la « carte des luttes contre les grands projets inutiles » publiée par le média en ligne *Reporterre*, <https://reporterre.net/La-carte-des-luttes-contre-les-grands-projets-inutiles>.

12 Cf. Joachim Schöpfel, Chérifa Boukacem-Zeghmouri (dir.), *Vers la bibliothèque globale. L'Agenda 21 dans les bibliothèques*, Paris, Editions du Cercle de la Librairie, 2014.

13 Cf. Quentin Poitou, « Accélérer la transition écologique à l'hôpital : enjeux et défis. L'exemple du GHU AP-HP Nord », mémoire pour l'obtention du grade de directeur d'hôpital, EHESP, 2020.

14 Cf. Vincent Fagot, « Le gendarme des télécoms veut réduire l'impact écologique du numérique », *Le Monde*, 16 décembre 2020, p. ECO18.

des forces de l'ordre¹⁵. Ce mouvement est particulièrement perceptible au sein des établissements d'enseignement supérieur et de recherche¹⁶ en réponse là aussi à une demande très forte des étudiants¹⁷.

De manière générale, les acteurs publics se voient sommés d'affermir leurs engagements en faveur de la transition écologique par les pressions qu'exercent sur eux des portions toujours plus larges de la société civile, qu'elles proviennent de collectifs citoyens¹⁸, de groupements d'organismes à but non lucratif¹⁹, ou même de cabinets d'études²⁰ et de *think tanks*, tels que le *Shift Project*²¹ qui a récemment publié un volumineux rapport ayant l'ambition de « Décarboner l'administration »²².

Or, si comme l'a écrit Laurent Fonbaustier « les normes environnementales semblent partout, leur application nulle part »²³, ce défaut est-il tout autant imputable aux acteurs publics ? Qu'en est-il concrètement de la transition écologique dans les services de l'État, les collectivités territoriales, les établissements et autres agences et services publics ? Les enjeux pourtant sont de taille, comme le pointe bien du reste le rapport précité du *Shift Project*. Comme il l'expose en effet, l'administration publique représente « 20 % de l'emploi total (salarié et non salarié) en France » ; en outre, la notion

15 Cf. Arthur Ribeiro de Carvalho, « Transition écologique et services publics », *Les notes du CREOGN (Centre de recherche de l'école des officiers de la Gendarmerie nationale)*, n° 57, mars 2021.

16 Cf. à titre d'illustration le Campus de la Transition créé en 2018 par un collectif d'enseignants-chercheurs, d'entrepreneurs et d'étudiants (<https://campus-transition.org>) ; le label « Agir ensemble pour des campus durables en villes durables », un dispositif né en 2019 et piloté par l'AVUF, la CPU, la CGE, les Crous et la MGEN, <https://agir-ensemble.net/agir-ensemble-le-label-agir-ensemble/> ; le « Classement des écoles et universités pour changer le monde » révélé le 25 octobre 2021, établi selon une étude réalisée par le média *Les Echos START* associé à l'entreprise ChangeNOW et au cabinet Deloitte Sustainability qui évalue l'engagement écologique et social des établissements français d'enseignement supérieur, <https://start.lesechos.fr/apprendre/universites-ecoles/exclusivite-classement-2021-des-ecoles-et-universites-pour-changer-le-monde-quels-sont-les-30-etablissements-les-mieux-classes-1357899>.

17 Cf. Collectif étudiant « Pour un réveil écologique » (<https://pour-un-reveil-ecologique.org/fr/>), créé en 2018 dans le prolongement d'un « Manifeste étudiant pour un réveil écologique » signé par près de 30 000 étudiants provenant de plus de 400 établissements d'enseignement supérieur (<https://manifeste.pour-un-reveil-ecologique.org/fr/>).

18 Comme par exemple l'action « Réveiller les pouvoirs publics » du collectif étudiant « Pour un réveil écologique » qui s'est concrétisée par l'envoi d'un questionnaire aux administrations centrales de quinze pôles ministériels, au Parlement et aux juridictions financières, judiciaires et administratives en vue de dresser un panorama complet de la façon dont ces questions sont abordées par les pouvoirs publics étatiques, <https://pour-un-reveil-ecologique.org/fr/reveiller-les-pouvoirs-publics/>.

19 Comme par exemple le « Collectif pour une transition citoyenne », né dans le prolongement d'une déclaration commune de 2013, qui se présente comme un « réseau de 32 mouvements engagés pour la transition écologique », <https://transition-citoyenne.org/>.

20 Comme par exemple Cabinet EY-Parthenon (ex Ernst & Young), « Intégrer l'urgence écologique dans la transformation publique », Etude, décembre 2020, cf. communiqué de presse du 3 décembre 2020, https://www.ey.com/fr_fr/news/2020/12/face-a-l-urgence-climatique-comment-acceler-la-transition-energetique-et-ecologique.

21 Association loi 1901 reconnue d'intérêt général créée en 2010 qui entend « oeuvre[r] en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone », <https://theshiftproject.org/>.

22 *The Shift Project*, « Décarboner l'administration publique », rapport final, octobre 2021, <https://theshiftproject.org/article/decarboner-ladministration-publique-rapport-octobre-2021/>.

23 Cf. Laurent Fonbaustier, « L'(in)efficacité de la norme environnementale », *Délibérée*, n° 8/3, 2021, p. 19-25.

de continuité du service public, essentielle dans notre droit administratif, constitue en soi un « enjeu de résilience majeur », puisqu'elle se réfère à la capacité des acteurs publics à adapter les services à cette transition au risque de leur interruption ou de graves dysfonctionnements ; de plus, les acteurs publics ont un « pouvoir prescripteur déterminant » et l'action publique représente un « levier majeur d'influence sur l'ensemble de la société au travers de son exemplarité »²⁴ et, pourrait-on ajouter, des référentiels de ses marchés publics.

Cet appel à projets de recherche « Transition écologique des acteurs publics » invite donc les chercheuses et chercheurs à prendre la mesure pratique et effective de l'engagement des acteurs publics en faveur d'une transition énergétique et écologique, afin d'en questionner les enjeux, aussi bien politiques, juridiques, administratifs, gestionnaires, économiques, sociaux, philosophiques, psychologiques qu'historiques, et proposer des clefs d'analyse des éventuels blocages structurels mais aussi culturels, des formes de négociation, de compromis et d'accommodement, ou bien des formes d'opposition, de résistance ou de transgression, mais aussi des mobilisations politiques et des luttes sociales autour de ces enjeux, en proposant éventuellement une comparaison avec d'autres espaces nationaux et internationaux.

Ce faisant, il les invite à **remédier à un manque sérieux de recherches empiriques sur la transition écologique des acteurs publics en France.**

En brossant à très larges traits l'état de l'art de la littérature scientifique sur le thème proposé ici à la réflexion, on repère deux grands types d'approches, celles qui étudient l'Administration avec un grand A, qu'elle soit nationale ou territoriale, et celles qui étudient plus spécifiquement tel ou tel domaine en particulier.

Parmi les premières, on trouve une importante littérature de langue française en science politique s'intéressant à la dimension de la gouvernance nationale des politiques environnementales²⁵. Nonobstant le grand mérite de ces travaux, ils éclairent insuffisamment la réalité des pratiques des acteurs publics et des problèmes qu'ils rencontrent au quotidien pour concrétiser les ambitions affichées par les responsables politiques. On pourrait notamment s'intéresser aux « *sustainability officers* »²⁶ désignés dans tout un ensemble de services et d'établissements publics. Plus généralement, il s'agirait de mener des recherches empiriques pour étudier *in situ* les pratiques des acteurs publics au regard de la transition écologique, lesquelles manquent assez cruellement en France, tandis qu'elles font l'objet d'une importante littérature anglophone notamment en sciences

24 Ces citations sont extraites des pages 32 et 33 du rapport précité.

25 Cf. à titre d'illustration Dossier « L'action publique au défi de l'urgence écologique », coordonné par Cécile Blatrix, Frédéric Edel et Philippe Ledenvic, *Revue française d'administration publique*, 2021/3, n° 179 ; Pierre Lascoumes, *Action publique de l'environnement*, Paris, PUF, 2018 ; Dossier « Politiques environnementales et *New Public Management* », coordonné par Sylvain Barone, Pierre-Louis Mayaux et Joana Guerrin, *Pôle Sud*, 2018/1, vol. 48 ; Charlotte Halpern, « L'écologie est-elle une variable d'ajustement ? », dans Jacques de Maillard, Yves Surel (dir.), *Les politiques publiques sous Sarkozy*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 383-404.

26 Cf. Basil Bornemann, Marius Christen, « Sustainability governance in public administration : practical governance arrangements in Swiss cantons », *Environmental Policy and Governance*, vol. 29, n° 3, décembre 2018, p. 159-169.

de gestion²⁷. Dans une veine similaire, il pourrait être utile d'approfondir la réflexion sur les référentiels de gouvernance de l'action publique en matière de transition écologique²⁸, de questionner les synergies ou oppositions avec d'autres référentiels, dans le domaine du numérique par exemple²⁹, ou encore d'étudier comment les représentations de l'espace affectent les pratiques des acteurs locaux de l'aménagement du territoire au regard de l'impératif écologique³⁰.

Parmi les approches plus situées, deux domaines ont plus particulièrement retenu l'attention de chercheur-ses rédigeant le plus souvent en anglais, à savoir les établissements d'enseignement supérieur et de recherche³¹ et les marchés publics³². Ces approches peuvent de même être d'utiles

-
- 27 Cf. à titre d'illustration Vera Coutinho *et al.*, « Employee-driven sustainability performance assessment in public Organisations », *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 2018, vol. 25, n° 1, p. 29-46 ; Inês Figueira *et al.*, « Sustainability policies and practices in public sector organisations : The case of the Portuguese Central Public Administration », *Journal of Cleaner Production*, n° 202, 2018, p. 616-630 ; Ana Rita Domingues *et al.*, « Sustainability reporting in public sector organisations : exploring the relation between the reporting process and organisational change management for sustainability », *Journal of Environmental Management*, 2017, vol. 192, p. 292-301 ; Mahsa Mapar *et al.*, « Sustainability indicators for municipalities of megacities : integrating health, safety and environmental performance », *Ecological Indicators*, 2017, vol. 83, p. 271-291 ; Carol A. Adams *et al.*, « Measurement of sustainability performance in the public sector », *Sustainability Accounting Management and Policy Journal*, 2014, vol. 5, n° 1, p. 46-67 ; Francisco José Alcaraz-Quiles *et al.*, « Factors influencing the transparency of sustainability information in regional governments : an empirical study », *Journal of Cleaner Production*, 2014, vol. 82, p. 179-191 ; Luís Nogueiro, Tomás B. Ramos, « The integration of environmental practices and tools in the Portuguese local public administration », *Journal of Cleaner Production*, 2014, vol. 76, p. 20-31 ; Bellinda Williams *et al.*, « Sustainability reporting by local governments in Australia : current and future prospects », *Accounting Forum*, 2011, vol. 35, n° 3, p. 176-186.
- 28 Cf. Daniel J. Fiorino, « Sustainability as a Conceptual Focus for Public Administration », *Public Administration Review*, vol. 70, n° s1, décembre 2010, p. 78-88.
- 29 Cf. Danièle Bourcier, « Télé-communs versus télé-services publics : vers des services publics collaboratifs en ligne », *Revue française d'administration publique*, 2013/2, n° 146, p. 271-284, qui pointe des synergies. Au vu des connaissances acquises sur l'empreinte écologique du numérique, il serait utile de questionner également les oppositions, comme certains juristes ont entrepris de le faire à propos de la garantie des droits sociaux (cf. Laure Camaji, Lola Isidro, « La dématérialisation des services publics : quels impacts sur les droits sociaux des salariés ? », *Revue du droit du travail*, 2021, p. 569 s.) ou de l'évolution du régime de la responsabilité administrative (cf. Christophe Testard, « L'administration numérique : une responsabilité administrative confortée », *Actualité juridique Droit administratif*, 2021, p. 1267 s.).
- 30 Cf. Dossier « Territoires en transition environnementale », coordonné par Pierre-Henri Bombenger et Corinne Larrue, *Natures Sciences Société*, 2014/3, vol. 22.
- 31 Cf. à titre d'illustration Norka Blanco-Portela *et al.*, « Towards the integration of sustainability in Higher Education Institutions : a review of drivers of and barriers to organisational change and their comparison against those found of companies », *Journal of Cleaner Production*, 2017, vol. 166, p. 563-578 ; Brendan Haley, « Designing the public sector to promote sustainability transitions : institutional principles and a case study of ARPA-E », *Environmental innovations and Societal Transitions*, 2017, vol. 25, p. 107-121 ; François Vallaey, « Responsabilité sociale universitaire en Amérique latine », dans Dorval Brunelle (dir.), *La mission sociale des universités dans les Amériques*, Montréal, Editions de l'Institut d'études internationales de Montréal, 2016, p. 109-117 ; Kim Ceulemans *et al.*, « Sustainability reporting in higher education : a comprehensive review of the recent literature and paths for further research », *Journal of Cleaner Production*, 2015, vol. 106, p. 127-143 ; Tomás B. Ramos *et al.*, « Experiences from the implementation of sustainable development in higher education institutions : environmental management for sustainable universities », *Journal of Cleaner Production*, 2015, vol. 106, p. 3-10.
- 32 Cf. à titre d'illustration Kamrul Ahsan, Shams Rahman, « Green public procurement implementation challenges in Australian public healthcare sector », *Journal of Cleaner Production*, 2017, vol. 152, p. 181-197 ; Malin Aldenius, Jamil Khan, « Strategic use of green public procurement in the bus sector : challenges and opportunities », *Journal of Cleaner Production*, 2017, vol. 164, p. 250-257 ; Anne Rainville, « Standards in green public procurement. A framework to enhance innovation », *Journal of Cleaner Production*, 2017, vol. 167, p. 1029-1037 ; Alexandru V. Roman, « Institutionalizing sustainability : a structural equation model of sustainable procurement in US public agencies », *Journal of Cleaner Production*, 2017, vol. 143, p. 1048-1059.

sources d'inspiration permettant une analyse plus fine des pratiques et des représentations des acteurs en situation. A cet égard, d'autres pistes de recherche intéressantes ont pu être ouvertes en France, en vue, par exemple, d'éprouver un modèle de gestion « éco-responsable »³³, de proposer une lecture critique de référentiels normatifs ou sémantiques³⁴, ou d'éclairer les jeux d'acteurs à différents niveaux et d'en cerner intégralement les enjeux³⁵.

Pour compléter cette littérature, il serait bienvenu également de **questionner la manière dont les acteurs publics s'emparent de la définition de l'action écologique**. Il peut s'agir ainsi d'interroger leurs représentations des normes et des référentiels associés à la transition écologique et de repérer les usages qu'ils en font, en soulevant éventuellement les problèmes liés aux transformations internes à chaque service en termes d'organisation et de mission, à la formation des agents (le ministère de la Transition écologique ne disposant pas d'un corps de fonctionnaires ni d'école de formation) et à leur sensibilisation à ses enjeux. Il pourrait aussi être intéressant de proposer une analyse critique des discours des agents publics sur la transition écologique en questionnant la part d'éventuelles stratégies d'affichage.

Attentes

Dans une perspective réflexive, analytique, pluridisciplinaire (droit, sociologie, science politique, sciences administrative et de gestion, sémiologie, psychologie sociale, philosophie, histoire, etc.) et possiblement comparée (au sens du droit comparé mais aussi de la mise en regard avec le comportement des acteurs privés) et surtout par des approches empiriques, il s'agit de prendre la mesure concrète de l'engagement des acteurs publics dans la transition écologique pour mieux cerner comment ils se la représentent et se l'approprient dans la pratique quotidienne de leur travail.

Bibliographie indicative

Dossiers thématiques de revues

-
- 33 Cf. Angélique Chéritat, Caty Wery, « Evaluer les coûts des crises pour piloter la résilience : les apports de la comptabilité analytique dans le cas des services publics d'eau potable », *Audit Comptabilité Contrôle : Recherches Appliquées (ACCRA)*, 2020/1, n° 7, p. 11-33.
- 34 Cf. Claudia Cirelli *et al.*, « "L'incinérateur est trop près, la poubelle est trop loin" : gérer les déchets en régime de proximité », *Flux*, 2017/3-4, n° 109-110, p. 61-72.
- 35 Cf. Antoine Beyer, Romuald Lacoste, « La transition écologique des territoires urbano-portuaires. Les enseignements de la démarche de reconnexion énergétique engagée entre la ville et le port de Strasbourg », *Revue d'économie régionale et urbaine*, 2017/5, décembre, p. 857-880.

Dossier « L'action publique au défi de l'urgence écologique », coordonné par Cécile Blatrix, Frédéric Edel et Philippe Ledenvic, *Revue française d'administration publique*, 2021/3, n° 179

Dossier « Politiques environnementales et *New Public Management* », coordonné par Sylvain Barone, Pierre-Louis Mayaux et Joana Guerrin, *Pôle Sud*, 2018/1, vol. 48

Dossier « Territoires en transition environnementale », coordonné par Pierre-Henri Bombenger et Corinne Larrue, *Natures Sciences Société*, 2014/3, vol. 22

Ouvrages

ABADIE Pauline, *Entreprise responsable et environnement. Recherche d'une systématisation en droit français et américain*, Bruxelles, Bruylant, 2013

LASCOUMES Pierre, *Action publique de l'environnement*, Paris, PUF, 2018

SCHÖPFER Joachim, BOUKACEM-ZEGHMOURI Chérifa (dir.), *Vers la bibliothèque globale. L'Agenda 21 dans les bibliothèques*, Paris, Editions du Cercle de la Librairie, 2014

Articles et contributions

ADAMS Carol A. *et al.*, « Measurement of sustainability performance in the public sector », *Sustainability Accounting Management and Policy Journal*, 2014, vol. 5, n° 1, p. 46-67

AHSAN Kamrul, RAHMAN Shams, « Green public procurement implementation challenges in Australian public healthcare sector », *Journal of Cleaner Production*, 2017, vol. 152, p. 181-197

ALCARAZ-QUILES Francisco José *et al.*, « Factors influencing the transparency of sustainability information in regional governments : an empirical study », *Journal of Cleaner Production*, 2014, vol. 82, p. 179-191

ALDENIUS Malin, KHAN Jamil, « Strategic use of green public procurement in the bus sector : challenges and opportunities », *Journal of Cleaner Production*, 2017, vol. 164, p. 250-257

BEYER Antoine, LACOSTE Romuald, « La transition écologique des territoires urbano-portuaires. Les enseignements de la démarche de reconnexion énergétique engagée entre la ville et le port de Strasbourg », *Revue d'économie régionale et urbaine*, 2017/5, décembre, p. 857-880

BLANCO-PORTELA Norka *et al.*, « Towards the integration of sustainability in Higher Education Institutions : a review of drivers of and barriers to organisational change and their comparison against those found of companies », *Journal of Cleaner Production*, 2017, vol. 166, p. 563-578

BORNEMANN Basil, CHRISTEN Marius, « Sustainability governance in public administration : practical governance arrangements in Swiss cantons », *Environmental Policy and Governance*, vol. 29, n° 3, décembre 2018, p. 159-169

BOUDET Jean-François, « La gestion publique au prisme du développement durable : l' "administration exemplaire" », *Politiques et management public*, vol. 28, n° 3, juillet-septembre 2011, p. 533-545

BOURCIER Danièle, « Télé-communs versus télé-services publics : vers des services publics collaboratifs en ligne », *Revue française d'administration publique*, 2013/2, n° 146, p. 271-284

CEULEMANS Kim *et al.*, « Sustainability reporting in higher education : a comprehensive review of the recent literature and paths for further research », *Journal of Cleaner Production*, 2015, vol. 106, p. 127-143

CHERITAT Angélique, WEREY Caty, « Evaluer les coûts des crises pour piloter la résilience : les apports de la comptabilité analytique dans le cas des services publics d'eau potable », *Audit Comptabilité Contrôle : Recherches Appliquées (ACCRA)*, 2020/1, n° 7, p. 11-33

CIRELLI Claudia *et al.*, « "L'incinérateur est trop près, la poubelle est trop loin" : gérer les déchets en régime de proximité », *Flux*, 2017/3-4, n° 109-110, p. 61-72

COUTINHO Vera *et al.*, « Employee-driven sustainability performance assessment in public Organisations », *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 2018, vol. 25, n° 1, p. 29-46

DECHEZLEPRETRE Quentin, « Evaluer économiquement le développement durable : l'Agenda 21 local dans les communes françaises », *Economie & prévision*, 2019/1, n° 215, p. 91-112

DOMINGUES Ana Rita *et al.*, « Sustainability reporting in public sector organisations : exploring the relation between the reporting process and organisational change management for sustainability », *Journal of Environmental Management*, 2017, vol. 192, p. 292-301

FIGUEIRA Inês *et al.*, « Sustainability policies and practices in public sector organisations : The case of the Portuguese Central Public Administration », *Journal of Cleaner Production*, n° 202, 2018, p. 616-630

FIORINO Daniel J., « Sustainability as a Conceptual Focus for Public Administration », *Public Administration Review*, vol. 70, n° s1, décembre 2010, p. 78-88

FONBAUSTIER Laurent, « L'(in)efficacité de la norme environnementale », *Délibérée*, n° 8/3, 2021, p. 19-25

HALEY Brendan, « Designing the public sector to promote sustainability transitions : institutional principles and a case study of ARPA-E », *Environmental innovations and Societal Transitions*, 2017, vol. 25, p. 107-121

HALPERN Charlotte, « L'écologie est-elle une variable d'ajustement ? », dans Jacques de Maillard, Yves Surel (dir.), *Les politiques publiques sous Sarkozy*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 383-404

MAPAR Mahsa *et al.*, « Sustainability indicators for municipalities of megacities : integrating health, safety and environmental performance », *Ecological Indicators*, 2017, vol. 83, p. 271-291

NOGUEIRO Luís, RAMOS Tomás B., « The integration of environmental practices and tools in the Portuguese local public administration », *Journal of Cleaner Production*, 2014, vol. 76, p. 20-31

RAINVILLE Anne, « Standards in green public procurement. A framework to enhance innovation », *Journal of Cleaner Production*, 2017, vol. 167, p. 1029-1037

RAMOS Tomás B. *et al.*, « Experiences from the implementation of sustainable development in higher education institutions : environmental management for sustainable universities », *Journal of Cleaner Production*, 2015, vol. 106, p. 3-10

RIBEIRO de CARVALHO Arthur, « Transition écologique et services publics », *Les notes du CREOGN (Centre de recherche de l'école des officiers de la Gendarmerie nationale)*, n° 57, mars 2021

ROMAN Alexandru V., « Institutionalizing sustainability : a structural equation model of sustainable procurement in US public agencies », *Journal of Cleaner Production*, 2017, vol. 143, p. 1048-1059

VALLAEYS François, « Responsabilité sociale universitaire en Amérique latine », dans Dorval Brunelle (dir.), *La mission sociale des universités dans les Amériques*, Montréal, Editions de l'Institut d'études internationales de Montréal, 2016, p. 109-117

WILLIAMS Bellinda *et al.*, « Sustainability reporting by local governments in Australia : current and future prospects », *Accounting Forum*, 2011, vol. 35, n° 3, p. 176-186

Mémoire de fin d'études

POITOU Quentin, « Accélérer la transition écologique à l'hôpital : enjeux et défis. L'exemple du GHU AP-HP Nord », mémoire pour l'obtention du grade de directeur d'hôpital, EHESP, 2020